

« Le CNCD-11111 défend l'ensemble des droits humains, y compris les droits civils et politiques. »

**Arnaud ZACHARIE**

**1,3** Il faudrait 1,3 milliard de dollars pour financier les élections en République du Congo.

**Peut-on éviter un débordement de violences en décembre ?**

Fra-Dhi La

# « Vite, un calendrier électoral ! »

La fin de l'année sera à très hauts risques en RDC, analyse Arnaud Zacharie. La publication d'un calendrier électoral « crédible » peut les éviter.

● **Interview, à Kinshasa :**  
**Philippe LERUTH**

**V**isiteur régulier en République démocratique du Congo (RDC), Arnaud Zacharie, le secrétaire général du Centre National de Coopération au Développement (CNCD-11111) a vu s'éroder la confiance des Congolais dans leur classe politique. À l'approche de l'échéance du 31 décembre, « il sera très difficile de canaliser la protestation d'une population qui vit dans la misère, analyse-t-il. En un an, elle a perdu 50 % de son pouvoir d'achat, mangés par l'inflation. Et elle a vu des politiques, à peine installés, accumuler des signes ostensibles de richesse ».

**Doit-on dès lors craindre des manifestations violentes en fin d'année ?**

Il sera très difficile d'en sortir par le haut. L'espoir, c'est peut-être l'émergence, en RDC et dans toute l'Afrique, d'une jeune génération, prête à risquer sa vie pour la démocratie. La CÉNI (Commission électorale nationale indépendante) doit publier au plus vite un calendrier électoral crédible. Puis, il faudra

trouver 1,3 milliard, pour financer les élections. La communauté internationale devra y aider, pour favoriser le déblocage.

**L'accord de la Saint-Sylvestre 2016 laissait pourtant la possibilité de dépasser le 31 décembre 2017...**

Mais on vient de loin ! Il y a d'abord eu la tentative de modifier la Constitution en 2015, pour faire sauter la limite de deux mandats présidentiels. Elle a échoué devant l'émergence de nouveaux mouvements citoyens, notamment de jeunes. Des manifestations, violemment réprimées, ont suivi en septembre 2016, pour exiger un calendrier électoral. La CENCO (Conférence épiscopale nationale congolaise) est intervenue pour éviter le bain de sang. Mais très vite, l'accord de la Saint-Sylvestre n'a pas été respecté. L'échéance du 31 décembre 2017 est alors devenue une nouvelle ligne rouge.

**Associations « traditionnelles » et nouveaux mouvements citoyens s'accordent-ils sur la stratégie et les objectifs ?**

La société civile traditionnelle s'articule avec les nouveaux

mouvements citoyens. Les mots d'ordre traduisent la volonté, de Kinshasa à Bukavu, et de Lubumbashi à Goma, d'atteindre les mêmes objectifs. Notamment celui d'une transition pilotée par des civils.

**Faut-il dénicher et désigner les dirigeants de cette transition...**

La solution est très difficile à mettre en œuvre. Stratégiquement, elle exerce une pression sur les partis politiques. Pour qu'ils sachent que jouer la montre, comme le fait le pouvoir, a ses limites.

**En soutenant ces revendications**

**politiques, le CNCD ne sort-il pas de son rôle d'aide au développement ?**

Le CNCD a parmi ses missions le plaidoyer pour une solution structurelle au sous-développement. Il défend l'ensemble des droits humains, y compris les droits civils et politiques, et soutient des acteurs de la société civile qui exigent des États qu'ils assurent les services de base à leur population. Notre approche n'a jamais été uniquement caritative : elle est approuvée par nos donateurs et sympathisants en Belgique. ■

## Pour une « justice migratoire »

**11 11 11** ♦ Depuis ce vendredi 3 et jusqu'au samedi 18 novembre, le CNCD organise à nouveau l'opération 11111, et invite les Belges à montrer, dans un contexte où les budgets de la coopération

se réduisent, que, pour eux, la solidarité internationale l'emporte sur le repli sur soi. Comme chaque année, des milliers de volontaires sont mobilisés pour vendre des produits 11111 : cacao à 6 euros ; livre pour enfants à 12 euros ou un calendrier à 20 euros également disponibles en lignes sur [www.cncd.be/boutique](http://www.cncd.be/boutique). Le

produit de la vente aide à financer une cinquantaine de programmes de développement dans le Sud. Ces derniers mois, le CNCD-11111 s'est mobilisé pour défendre la « justice migratoire » et rendre les politiques migratoires cohérentes avec les objectifs de développement durable. Coupole de la solidarité Nord-Sud,

avec nonante ONG membres, le CNCD-11111 porte par ailleurs, en Afrique Centrale comme en Amérique latine, des alternatives crédibles aux problèmes rencontrés au quotidien par les populations du Sud. Les projets financés touchent aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités.

# L'Église veut respecter « les principes »

« **T**elema » : « debout ! ». Un mouvement de jeunes a repris pour nom l'invite lancée le 23 juin par l'Église catholique au peuple congolais. « *Ce n'est pas un appel à se soulever, mais un appel à prendre nos responsabilités !* », précise Crespin Ntanda à la très nombreuse assistance, ce dimanche-là, en fin d'office à la paroisse Saint-Dominique de Limete (Kinshasa).

« *Toute la société agit comme si la loi n'existait pas ; et le chef de l'État ne la respecte pas !* », poursuit le porte-parole du Conseil de l'apostolat laïc du Congo. Mais la « *situation n'est pas une fatalité* », ajoute-t-il.

L'homme évolue sur le fil du rasoir. En avril, des inconnus ont tenté d'incendier l'église où il parle, « *et on n'a pas pu y célébrer la fête de Pâques* ». Et même s'il est bien conscient « *de l'envie que la foule a de descendre dans la rue* », afin de forcer le président Kabila à partir, la préoccupation prioritaire du Conseil est « *d'éviter toute effusion de sang* ».

Le message est dans la ligne de celui que les responsables de la CENCO (Conférence épiscopale nationale congolaise) avaient distillé au cours de leur périple international, qui les avait notamment amenés en Belgique (cf. nos éditions du 27 septembre).

Depuis lors, toutefois, la situation a évolué, et la société civile (cf. nos éditions de lundi), qui a perdu toute confiance dans l'ensemble de la classe politique, réclame une « transition sans Kabila », après le 31 décembre. Et si le nom du D<sup>r</sup> Mukwege, fondateur sur les hauteurs de Bukavu d'un hôpital qui accueille et reconstruit, depuis près d'une décennie, des femmes atrocement violées, un récent sondage plébiscitait le cardinal Laurent Monsengwo, l'archevêque de Kinshasa, pour présider cette hypothétique institution.

« *Ce n'est pas une hypothèse envisageable pour l'Église de la RDC*, réplique le père Clément Makiobo, secrétaire de la Commission Justice & Paix de la CENCO, *parce que pareille transition n'aurait aucun fondement juridique* ».

L'Église, à la base de l'accord de la Saint-Sylvestre 2016, qui planifiait des élections présidentielles, législatives et provinciales avant la fin de cette année, s'en tient au « *cadre constitutionnel et conventionnel* ». Elle prend la mesure de « *l'impatience du peuple qui demande le changement* », mais pour le réaliser, conclut le père Makiobo, mieux vaut « *s'en tenir aux principes* ». ■ **Phi. le.**